Annexe 2 : lexique indicatif et non exhaustif extrait du manuel Nathan, Le Quintrec, terminale tronc commun

A

Al-Qaida : « la base » en arabe, nom du mouvement islamiste fondé en 1987 en Afghanistan par Oussama Ben Laden et devenu un réseau terroriste international à partir de 1998. (voir p. 274)

Anschluss : ce mot allemand, qui signifie « rattachement », désigne la réunion de l'Autriche et de l'Allemagne en mars 1938. (voir p. 72)

Antiparlementarisme : opposition au régime parlementaire et au régime d'assemblée, considérés comme favorisant la corruption, l'indécision et l'instabilité ministérielle. (voir p. 36)

Apartheid : ce terme signifiant « développement séparé » en afrikaans désigne la politique de ségrégation des populations noires en vigueur en Afrique du Sud entre 1948 et 1991. (voir p. 268)

Appeasement : politique du Premier ministre britannique, Neville Chamberlain, qui cherche à satisfaire les demandes allemandes et ainsi éviter la guerre. (voir p. 72)

Approfondissement : dynamique d'intégration de plus en plus forte au sein de la CEE, puis de l'UE. Ce terme est généralement entendu dans un sens fédéraliste, comme un renforcement de la supranationalité. (voir p. 296)

Aryenne (race) : nom donné par les nazis à la prétendue race germanique supérieure d'origine nordique. (voir p. 58)

Autarcie : politique économique qui vise à réduire le plus possible les échanges avec l'étranger et à n'autoriser que les importations indispensables afin que le pays se suffise à lui-même. (voir p. 42)

Axe : nom donné par Mussolini à l'alliance entre l'Italie et l'Allemagne (« Axe Rome-Berlin »), puis par extension, pendant la Seconde Guerre mondiale, au camp de l'Allemagne et de ses alliés (Italie, Japon et pays satellites comme la Hongrie et la Bulgarie). (voir p. 90)

Ayatollah : littéralement « signe de Dieu », l'un des plus hauts dignitaires du clergé chiite en Iran. (voir p. 212)

B

Beur : terme argotique contraction d'« Arabe » en verlan qui s'impose dans les années 1980 pour désigner les jeunes nés en France de parents maghrébins. (voir p. 242)

BIRD (Banque internationale pour la reconstruction ou le développement ou Banque mondiale) : créée en 1944, installée à Washington, elle accorde des crédits à long terme pour la reconstruction des pays ruinés par la guerre et aide les pays en développement. (voir p. 122)

Blitzkrieg : « guerre éclair », offensive courte et brutale par l'action combinée de l'aviation et des chars. (voir p. 90)

Bolcheviks : membres du Parti communiste fondé par Lénine en 1912. (voir p. 58)

BRICS : acronyme désignant les principales puissances émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. (voir p. 274)

Bulle spéculative : hausse démesurée et arbitraire du cours d'une action non corrélée à la croissance réelle de l'économie. (voir p. 32)

C

Camp de concentration : camp destiné à neutraliser les ennemis du régime tout en exploitant leur force de travail. (voir p. 62)

Casques bleus : troupes chargées par l'ONU d'une opération de maintien de la paix. (voir p. 268)

CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) : créée en 1951 par six États (France, RFA, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg). (voir p. 183)

CFLN (Comité Français de Libération Nationale) : créé le 3 juin 1943 à Alger, c'est le gouvernement de la France libre jusqu'à la création du GPRF. (voir p. 102)

Chah : Abréviation du titre de chahanchah, qui signifie « roi des rois » en persan. Porté par les souverains de Perse puis d'Iran, il équivaut au titre d'empereur. (voir p. 212)

Charia : loi islamique. Ensemble de commandements, recommandations et interdictions que le croyant doit respecter. (voir p. 212)

Chômage partiel : réduction plus ou moins importante du temps de travail par rapport à la durée légale, accompagnée d'une baisse correspondante du salaire. (voir p. 36)

CNR (Conseil National de la Résistance) : créé à Paris en 1943, il est composé de huit représentants des groupes de résistants, six représentants des partis politiques non liés à Vichy et deux représentants des syndicats. Il a pour objectifs de coordonner les actions contre l'occupant et préparer la refondation de la République. (voir p. 102 et 122)

Codécision : procédure par laquelle le Parlement peut, dans les trois mois, approuver un texte du Conseil (qui est alors définitivement adopté), l'amender (proposer des modifications) ou le rejeter. (voir p. 296 et 304)

Cohabitation : situation politique dans laquelle le président de la République n'est pas de la même tendance politique que le Premier ministre issu de la majorité parlementaire. (voir p. 238)

Collectivisation : prise de possession des moyens de production par l'État pour les mettre au service de la collectivité. (voir p. 32 et 58)

Combattants irréguliers : combattants n'appartenant pas à une armée nationale et ne portant pas d'uniforme. (voir p. 274)

Commissaire au Plan : haut fonctionnaire chargé de fixer les grandes orientations de l'économie française dans un plan indicatif. (voir p. 183)

***Containment* (endiguement ou doctrine Truman)** : doctrine mise au point par le président H. Truman qui consiste à stopper l'expansion communiste par une aide économique et militaire. (voir p. 132)

« Crime contre l'humanité » : nouveau chef d'accusation défini à Nuremberg en 1945 comme « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain inspiré par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux, organisés en exécution d'un plan concerté à l'encontre d'un groupe de population civile ». (voir p. 123)

Crise/dépression : alors que le terme de crise désigne un événement ponctuel marqué par un ralentissement de l'activité, la dépression est un phénomène de longue durée qui suit la crise et se manifeste par une stagnation économique et le maintien d'un chômage élevé. Il faudrait donc parler de la crise de 1929 et de la dépression des années 1930. (voir p. 32)

CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) : il remplace en 1989 la Commission nationale de la communication et des libertés, nom donné à partir de 1986 à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. (voir p. 250)

Culture de masse : ensemble de pratiques culturelles diffusées à un large public par les médias et les industries de la communication et du divertissement. (voir p. 250)

D

Daesh : acronyme pour « État islamique en Irak et au Levant », mouvement jihadiste sunnite qui proclame en 2013 l'instauration d'un État islamique au Proche-Orient. (voir p. 274)

Décolonisation : passage pour un territoire du statut de colonie à celui d'État souverain. (voir p. 160 et 183)

Déficit démocratique : expression utilisée pour critiquer l'UE, qui serait gérée de manière opaque par les « eurocrates » de Bruxelles, sans contrôle de la part des citoyens et du Parlement européen. (voir p. 304)

Déflation : réduction des salaires et des allocations sociales pour rétablir l'équilibre budgétaire et soutenir la monnaie. (voir p. 32 et 42)

Démocratie populaire : expression utilisée par les partis communistes pour définir les régimes communistes apparus après 1945 en Europe centrale et orientale. Ce terme est communément employé pour les distinguer des démocraties libérales. (voir p. 132)

Déstalinisation : politique de remise en cause des excès du stalinisme et particulièrement du culte de la personnalité, lancée par N. Khrouchtchev en 1956. (voir p. 150)

Détente : phase de la guerre froide caractérisée par une volonté de dialogue et de compromis entre les deux Grands, afin de limiter les risques d'affrontement nucléaire (1962-1975). (voir p. 150 et 196)

Dévaluation monétaire : modification à la baisse de la valeur d'une monnaie par rapport à un étalon métallique ou à une devise clé. (voir p. 42)

Diktat : terme utilisé par les Allemands pour désigner le traité de Versailles imposé par les Alliés sans négociation. (voir p. 58)

Dissuasion nucléaire : stratégie visant à dissuader un adversaire d'attaquer en le menaçant de représailles nucléaires. (voir p. 150)

Domaine réservé : lecture de la Constitution de 1958 selon laquelle la politique étrangère et la défense relèvent du président de la République. Cette pratique du pouvoir imposée par de Gaulle à ses Premiers ministres a été renforcée par la cohabitation. (voir p. 238)

E

Économie de guerre : modification profonde des structures économiques d'un pays pour mobiliser ses ressources dans le cadre d'un conflit prolongé. L'État intervient alors aux côtés des entreprises, organisant la répartition des matières premières, de l'énergie, de la main-d'œuvre notamment. (voir p. 42)

***Einsatzgruppen* (« groupes d'intervention »)** : unités de soldats SS, épaulées par des bataillons de police allemands et des auxiliaires ukrainiens ou baltes, chargées d'exécuter systématiquement les communistes et les juifs à l'arrière du front russe. (voir p. 94)

Élargissement : processus d'ouverture de la CEE, puis de l'UE, à de nouveaux membres. (voir p. 296)

Épuration ethnique : entreprise violente menée par un groupe ethnique pour chasser d'un territoire un autre groupe ethnique. Elle se caractérise par des massacres, des viols, des pillages, etc. (voir p. 268)

État-providence : État qui garantit une protection sociale (indemnités de chômage, retraites, sécurité sociale). (voir p. 42)

Euroscepticisme : sentiment d'hostilité à l'UE. Les eurosceptiques sont généralement des souverainistes, défendant la souveraineté nationale et s'opposant à l'Europe supranationale prônée par les fédéralistes. (voir p. 304)

F

Féminicide : meurtre d'une femme pour des motifs liés à son identité de femme, le plus souvent par son conjoint ou son ex-conjoint. (voir p. 328)

Féminisme : mouvement visant à abolir les inégalités dont les femmes sont victimes et à établir l'égalité complète des droits entre les femmes et les hommes. (voir p. 242)

FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) : créées le 1er février 1944, elles rassemblent en théorie tous les groupes armés de la Résistance intérieure. (voir p. 102)

FFL (Forces Françaises Libres) : créées en 1940, elles rassemblent les combattants volontaires ralliés à de Gaulle. (voir p. 102)

FLN (Front de libération nationale) : parti nationaliste créé à Alger en 1954 et qui s'impose par la force comme le seul acteur de la lutte pour l'indépendance. (voir p. 183 et 186)

FMI (Fonds monétaire international) : créé en 1944, installé à Washington, il a pour but d'assurer la stabilité monétaire et financière du monde et d'aider, par des crédits à court terme, les États en difficultés financières. 123)

FN (Front national) : parti d'extrême droite fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen. Il est présidé depuis 2011 par sa fille Marine Le Pen et est devenu en 2018 le RN (Rassemblement national). (voir p. 242 et 322)

Frontex : organisme chargé du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen et de l'UE, en soutien aux autorités nationales. (voir p. 304)

G

Génocide : destruction préméditée et méthodique de tout ou partie d'une population en raison de son

appartenance nationale, ethnique ou religieuse. (voir p. 94 et 268)

Gestapo : abréviation de *Geheime Staatspolizei*, « police secrète d'État ». Police politique créée en 1933 pour traquer les opposants au régime nazi. (voir p. 62 et 102)

Ghetto : nom donné depuis le XVIe siècle aux quartiers dans lesquels les juifs sont astreints à résidence (du nom d'un quartier de Venise). (voir p. 94)

« Gilets jaunes » : mouvement apparu en 2018 pour protester contre la hausse des carburants et ayant adopté comme signe de ralliement le gilet jaune. Il est devenu un mouvement de révolte multiforme, exprimant notamment les difficultés des habitants des zones périurbaines. (voir p. 322)

Gold Exchange Standard : système monétaire international créé par les accords de Gênes en 1922. La valeur des monnaies de premier rang est fixée par rapport à l'or (seul le dollar à l'origine, puis la livre sterling en 1925 et le franc en 1928) ; les monnaies de second rang ont une parité fixée sur la valeur des monnaies de premier rang. (voir p. 32)

Goulag : nom de l'administration des camps de travail forcé et, par extension, des camps eux-mêmes et du système concentrationnaire. (voir p. 62)

Gouvernance mondiale : mode de gestion des affaires mondiales faisant appel à tous les acteurs : États, organisations interétatiques (ONU, OMC...), ONG. (voir p. 274)

GPA (Gestation pour autrui) : recours à une « mère porteuse ». (voir p. 328)

GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) : créé à Alger le 3 juin 1944, il succède au CFLN et dirige la France jusqu'à la mise en place de la IVe République. (voir p. 183)

H

HALDE (Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) : créée en 2005 et dissoute en 2011. La lutte contre les discriminations est depuis assurée par le Défenseur des droits. (voir p. 328)

Hard power : capacité à contraindre par la force. (voir p. 268)

Harkis : Algériens musulmans rattachés à des unités de l'armée française (200 000 combattants). (voir p. 186)

HCE (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes) : créé en 2013 pour conseiller le Premier ministre et publier un rapport annuel sur l'état du sexisme en France. Il remplace l'Observatoire de la parité entre les hommes et les femmes fondé en 1995. (voir p. 328)

HCI (Haut Conseil à l'Intégration) : créé en 1989 pour conseiller le Premier ministre. Il est supprimé en 2012. L'Observatoire de la laïcité, fondé en 2013, hérite de ses missions. (voir p. 328)

Hyperinflation : très forte augmentation des prix que connaît l'Allemagne en 1923 en raison des excès d'émission monétaire et des pénuries. (voir p. 32)

Hyperpuissance : puissance sans égale, dont la domination s'exerce sur tous les plans (politique, militaire, économique, culturel et technologique). (voir p. 268)

I

Islamisme : idéologie politique qui propose de fonder l'organisation de l'ensemble de la société et de l'État sur des préceptes tirés de textes religieux islamiques, en particulier du Coran. (voir p. 212 et 274)

J

Jihadisme : courant violent de l'islamisme prônant le *jihad* au sens d'une guerre sainte menée à la fois contre l'Occident et contre les musulmans qui ne partagent pas ses convictions. (voir p. 274)

K

Kominform : « Bureau d'information des partis communistes et ouvriers », réunissant sous le contrôle de Moscou les partis communistes d'Europe centrale et orientale, de France et d'Italie. Créé en 1947, il est dissous en 1956. (voir p. 132)

Komintern : nom abrégé de l'Internationale communiste (ou IIIe Internationale) fondée en 1919. Il regroupe les Partis communistes de tous les pays pour soutenir la révolution soviétique. (voir p. 72)

Koulak : ce terme désignant à l'origine un paysan propriétaire est utilisé par la propagande stalinienne pour désigner et éliminer tous les opposants à la collectivisation des terres. (voir p. 62)

Krach : effondrement brutal du cours des actions à la Bourse. (voir p. 32)

L

LGBT : acronyme utilisé pour désigner les lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels souvent cachés et discriminés dans la société des années 1980. Aujourd'hui, l'acronyme est devenu LGBTQIA+ (queer, intersexe, asexuel et + pour les autres). (voir p. 242 et 328)

Ligue arabe : organisation fondée en 1945 par l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen du Nord. Elle veut affirmer l'unité de la nation arabe, mais son action vise essentiellement à coordonner la politique des États membres contre Israël. (voir p. 132)

LR (Les Républicains) : parti de droite issu de l'UMP et rebaptisé en 2015 par Nicolas Sarkozy. (voir p. 322)

LREM (La République en marche) : parti fondé en 2016 pour soutenir Emmanuel Macron. Il se veut progressiste et rassemble des militants venus du PS comme du centre-droit. (voir p. 322)

Luftwaffe : aviation de la *Wehrmacht*. (voir p. 90)

M

Majorité qualifiée : procédure de vote différente de l'unanimité ou de la majorité simple. Pour être adoptée, une décision doit atteindre un seuil préalablement défini. Chaque État dispose d'un nombre de voix proportionnel à son poids démographique et économique. (voir p. 296)

Maquis : région difficile d'accès où se regroupent des résistants (les maquisards). Le terme désigne par extension un groupe de résistance armée. (voir p. 102)

Marché unique : espace économique encore plus unifié que le marché commun. À la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux s'ajoute l'harmonisation des législations des États membres. (voir p. 296)

Massification scolaire : accès en masse des différentes classes d'âges au collège, puis au lycée. (voir p. 242)

MNA (Mouvement national algérien) : parti nationaliste rival du FLN, créé en 1954 par Messali Hadj et bien implanté notamment chez les travailleurs algériens en métropole.

Moudjahid (pl. moudjahidin) : soldat du *jihad*, c'est-à-dire du « combat pour la religion » islamique. (voir p. 220 et 268)

Mouvement des droits civiques : mouvement militant pour l'abolition de la ségrégation raciale aux États- Unis et les droits des Afro-Américains. (voir p. 150)

Mouvement des non-alignés : organisation créée en 1961 et regroupant les pays qui refusent de s'aligner sur un bloc. Ses premiers dirigeants sont Gamal Abdel Nasser (Égypte), Jawaharlal Nehru (Inde) et Josip Broz Tito (Yougoslavie). (voir p. 160)

Mouvement hippie : mouvement de la contre-culture américaine apparu dans les années 1960, rejetant les valeurs traditionnelles de l'Amérique, l'*American Way of Life* et la société de consommation. (voir p. 150)

N

Nakba : le terme, qui signifie « catastrophe » en arabe, fait référence à la fuite des Palestiniens des territoires contrôlés par Israël après la première guerre israélo-arabe en 1948-1949. (voir p. 160)

Nationalisation : opération par laquelle l'État prend le contrôle d'une entreprise privée. (voir p. 42)

Néo libéralisme : doctrine qui critique les interventions de l'État dans l'économie et prône le retour au libéralisme pur et dur. Son principal théoricien est l'économiste américain Milton Friedman (1912-2006), fondateur de l'École de Chicago. (voir p. 212)

NKVD (commissariat du peuple aux Affaires intérieures) : principale police politique de l'URSS depuis 1934. (voir p. 62 et 94)

NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) : fondé en 1920, le parti nazi est dirigé par Hitler à partir de 1921. Il est le seul autorisé en Allemagne de 1933 à 1945. (voir p. 58)

O

OAS (Organisation de l'armée secrète) : créée en 1961 par les pieds noirs les plus radicaux pour empêcher l'indépendance de l'Algérie. (voir p. 186)

OECE (Organisation Économique de Coopération Économique) : créée en 1948 pour répartir l'aide américaine entre les pays d'Europe de l'Ouest. C'est le premier organisme de coopération économique fondé en Europe. (voir p. 183)

OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine) : créée en 1964 pour combattre Israël, elle rassemble plusieurs mouvements nationalistes, plus ou moins radicaux. Elle est dirigée à partir de 1968 par Yasser Arafat. (voir p. 160)

OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) : regroupement d'États producteurs de pétrole créé en 1960 par le Venezuela, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak et le Koweït. Leur but est d'affirmer leurs droits (et leurs revenus) face aux compagnies concessionnaires. (voir p. 212)

ORTF (Office de radiodiffusion-télévision française) : créé en 1964 et placé sous le contrôle du ministre de l'Information. (voir p. 250)

OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) : alliance politique et militaire défensive créée en 1950 et regroupant les États-Unis, leurs alliés en Europe occidentale et le Canada. (voir p. 150, 196, 268)

OVRA (*Organizzazione di Vigilanza e Repressione dell'Antifascismo*) : police politique créée en 1926 en Italie. (voir p. 62)

P

PACS (Pacte civil de solidarité) : contrat conclu entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe pour organiser leur vie commune. C'est une forme d'union reconnue par le Code civil et différente du mariage. (voir p. 322 et 328)

Pacte de Varsovie : alliance militaire créée en 1955, regroupant l'URSS et ses alliés en Europe centrale et orientale. (voir p. 150)

Parité : représentation égale (paritaire) dans une institution des deux sexes. (voir p. 322 et 328)

PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique) : fondé en 1925, il est le seul parti autorisé en URSS jusqu'en 1989. (voir p. 62 et 132)

Pieds-noirs : surnom donné aux Français et autres Européens vivant en Algérie. (voir p. 186)

Plan Marshall (ou *European Recovery Program*) : programme d'aide financière pour la reconstruction de l'Europe, proposé le 5 juin 1947 par le secrétaire d'État américain George Marshall. Au total, 13 milliards de dollars, essentiellement sous forme de dons, sont versés sur quatre ans. (voir p. 132)

Plan Marshall : programme d'aide économique des États-Unis à l'Europe, lancé en 1947 par George Marshall (secrétaire d'État aux Affaires étrangères). En anglais : *European Recovery Program* (ERP). (voir p. 183)

Planification : encadrement de l'économie par des plans quinquennaux fixant des objectifs de production. (voir p. 58)

PMA (Procréation médicalement assistée) : réservée aux couples hétérosexuels infertiles jusqu'à la loi de 2020 qui doit l'ouvrir aux femmes célibataires et aux couples de femmes. (voir p. 328)

Pogrom : ce mot russe (signifiant « dévastation ») désigne une émeute antisémite tolérée ou encouragée par les autorités. (voir p. 62)

Politburo : organe majeur du comité central du PCUS qui en définit la ligne directrice. (voir p. 62)

Politique d'austérité (ou de rigueur) : politique économique qui cherche à équilibrer le budget et à limiter l'inflation en bloquant les salaires et en augmentant les impôts. (voir p. 238)

Politique de relance : politique économique qui cherche à relancer l'activité économique en augmentant le pouvoir d'achat (salaires, prestations sociales) et les dépenses de l'État. (voir p. 239)

Populisme : discours politique qui se développe pendant les périodes de crise économique et qui prétend défendre le peuple, les « petits », contre les « gros ». Derrière la dénonciation du système politique, le populisme cherche souvent à mettre en place un régime autoritaire. (voir p. 36)

« Porteurs de valises » : surnom donné aux militants français aidant le FLN en métropole en transportant des faux papiers et de l'argent. (voir p. 186)

Propagande : ensemble d'actions effectuées par une institution ou une organisation pour faire agir et penser la population d'une certaine manière. (voir p. 62)

Protectionnisme : mise en place de barrières douanières par l'État (taxes, quotas) pour protéger le marché national des importations étrangères. (voir p. 33)

Puissance émergente : pays en développement dont la croissance économique rapide s'explique par la bonne intégration dans les échanges commerciaux mondiaux et ayant une capacité d'influence en termes économiques, culturels et diplomatiques. (voir p. 275)

Puissance mandataire : État, qui au lendemain de la Première Guerre mondiale, se voit confier par la SDN la gestion des territoires confisqués à un pays vaincu (comme l'Angleterre sur l'Empire ottoman en 1918). (voir p. 133)

R

RDA (République démocratique allemande) : créée le 7 octobre 1949 et issue de l'ancienne zone d'occupation soviétique, elle a pour capitale Berlin-Est. (voir p. 133)

Regroupement familial : mesure permettant à un étranger régulièrement installé en France (sauf les Algériens) d'être rejoint par les membres de sa famille proche (conjoint et enfants mineurs) s'il remplit certaines conditions (emploi stable, temps de résidence en France, logement adapté). (voir p. 243)

Reichstag : nom d'une des chambres du Parlement allemand et du palais qu'elle occupe. (voir p. 58)

Relève : accord prévoyant la libération d'un prisonnier de guerre français contre l'envoi de trois travailleurs volontaires dans une usine allemande. (voir p. 102)

Représentation proportionnelle : mode de scrutin dans lequel chaque parti présente une liste de candidats et obtient un nombre d'élus proportionnel aux voix en sa faveur. Elle permet une représentation fidèle de l'électorat, mais rend plus difficile la formation d'une majorité stable. (voir p. 183)

République de Weimar : nom donné par les historiens à la république fédérale d'Allemagne entre 1919 et 1933. (voir p. 58)

RFA (République fédérale allemande) : créée le 23 mai 1949 et issue de l'ancienne zone d'occupation des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, elle a pour capitale Bonn. (voir p. 133)

RPF (Rassemblement du Peuple français) : premier parti gaulliste fondé en 1947. (voir p. 183)

RPR (Rassemblement pour la République) : parti créé par J. Chirac en 1976 pour remplacer l'UDR et redynamiser la droite gaulliste. (voir p. 239)

S

Sankô Sakusen : « politique des trois tout » (« tout tuer, tout brûler, tout piller »). Stratégie menée par les japonais en Chine qui consiste à incendier des villages, confisquer les productions agricoles et réduire la population en esclavage. (voir p. 123)

SDN (Sociétés des Nations) : organisation internationale créée en 1919 pour tenter d'assurer la paix mondiale par la sécurité collective. (voir p. 72)

Sécurité collective : système qui veut assurer la paix en fondant les relations internationales sur le droit et la transparence, par opposition à la diplomatie traditionnelle souvent secrète. (voir p. 123)

Shoah : signifiant en hébreu « catastrophe » ou « destruction », ce terme est employé depuis les années 1970 pour exprimer la singularité du génocide des juifs. (voir p. 94)

Sionisme : mouvement nationaliste et laïque né au XIXe siècle prônant le retour des juifs en terre d'Israël et la création d'un État juif en Palestine. (voir p. 133)

SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) : créé en 1950, au-dessous duquel un travailleur ne peut être légalement employé. Il est remplacé en 1970 par le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance), revalorisé en fonction de la croissance économique et de la hausse des prix. (voir p. 196)

Socialisme de marché : politique économique introduisant, dans un pays communiste, une dose de capitalisme sous le contrôle de l'État. (voir p. 220)

Soft power : capacité à inciter par le rayonnement ou la séduction. (voir p. 268)

« Solution finale » : expression codée employée à partir de 1942 par les nazis pour désigner l'anéantissement des juifs d'Europe. (voir p. 94)

***Sonderkommandos* (« commandos spéciaux »)** : détenus juifs chargés de sortir les corps des chambres à gaz et de les brûler dans les fours crématoires. Ils sont régulièrement éliminés pour ne pas laisser de témoins. (voir p. 94)

Spéculation : achat d'actions pour obtenir un gain rapide en les revendant à un cours plus élevé. Quand elle entraîne une hausse artificielle des cours, sans rapport avec la croissance réelle de l'économie, on parle de bulle spéculative. (voir p. 33)

Squadristes : membres des milices fascistes appelées *squadre* (« équipes ») reconnaissables à leur chemise noire. (voir p. 58)

STO (Service du Travail Obligatoire) : créé en février 1943, il mobilise les jeunes hommes âgés de 20 à 23 ans pour travailler dans les entreprises allemandes. (voir p. 102)

T

« Téléphone rouge » : nom donné en français à la *hot line*, ligne de communication directe, établie en 1963 entre Washington et Moscou (il s'agit en fait d'un téléscripteur, ancêtre du fax, puis d'une liaison radio par satellite à partir de 1971). (voir p. 150)

Terrorisme : mode d'action violente qui consiste à susciter la terreur chez l'adversaire en s'en prenant aux populations civiles. (voir p. 275)

U

UDF (Union pour la démocratie française) : parti créé en 1978 pour soutenir le président Valéry Giscard d'Estaing ; il rassemble le centre-droit libéral et pro-européen. (voir p. 239)

UDR (Union des démocrates pour la défense de la république) : nom du parti gaulliste de 1968 à 1976. (voir p. 239)

UMP (Union pour un mouvement populaire) : parti créé en 2002 pour réunir toutes les tendances de la droite. Il absorbe le RPR (Rassemblement pour le République) et une partie de l'UDF (Union pour la démocratie française). (voir p. 322)

URSS : fédération de plusieurs républiques communistes sous l'autorité de la Russie de 1922 à 1991. (voir p. 58)

W

Wehrmacht : ce mot allemand, qui signifie « force de défense », désigne l'armée du IIIe Reich à partir de 1935. (voir p. 72 et 90)

Z

Zones économiques spéciales (ZES) : espaces délimités proposant aux entreprises étrangères des avantages fiscaux et une réglementation peu contraignante pour les accueillir. (voir p. 220)